

n'ont pas changé ou ont dépassé en 1970 ceux de la période quinquennale que j'ai mentionnée. En affectant la somme de 92 millions à la production de bétail en 1970, chiffre vraisemblablement conservateur, on réduit le revenu net provenant de la culture des grains à environ 40 millions de dollars en Saskatchewan, ce qui équivaut à seulement \$500 par ferme de cette province en 1970.

En règle générale, je ne suis pas enclin à citer des statistiques dans mes discours à la Chambre ni à l'extérieur, car elles sont généralement difficiles à suivre. Je l'ai fait aujourd'hui et j'en citerai quelques autres. Représentant une circonscription du centre du Canada, j'en connais bien les régions urbaines et, j'espère, les collectivités agricoles; c'est pourquoi j'estime qu'il est important que tous nos concitoyens se rendent compte que la situation dans laquelle se sont trouvés les producteurs de grain de l'Ouest en 1970 et aussi en 1969 était vraiment désespérée.

• (12.10 p.m.)

L'ensemble des producteurs de grain ont travaillé virtuellement à perte. Ils sont obligés de survivre sur l'amortissement et d'utiliser tout ce que leur ferme produit pour subvenir aux besoins de leurs familles. Le désastreux niveau de revenu des producteurs de grain est une des raisons qui motivent cette motion. Elle fait ressortir le problème très réel qui se pose aux producteurs de grain et à l'agriculture canadienne en général et le besoin qu'il y a pour tous les députés, d'où qu'ils viennent, de se pencher sérieusement sur l'avenir de cette industrie essentielle pour le Canada.

Nous qui vivons dans le centre du Canada, y compris, par exemple, les travailleurs de ma circonscription, les habitants de Toronto et de Brantford, représentés par le nouveau député que j'ai eu l'honneur de vous présenter ce matin, sommes inquiets du chômage général imposé par le gouvernement au pays. Nous sommes inquiets du surpeuplement et des conditions de vie impossibles de nos grandes villes. Mais nous ne devons pas nous préoccuper de notre propre situation dans ces villes au point de négliger les autres secteurs.

Comme mon parti l'a toujours dit, nous devons commencer par admettre que les cultivateurs de l'Ouest, et surtout les producteurs de grain, se trouvent exactement dans la même situation désespérée que les chômeurs de ces villes. Voilà 35 ans qu'en tant que membre du parti dont j'ai l'honneur d'être maintenant le chef, je dis au peuple canadien que, lorsque des difficultés économiques surgissent dans ce pays, elles ne se limitent jamais soit aux cultivateurs soit aux citoyens. Elles affectent inévitablement et aussi gravement ces deux classes de notre société.

C'est pourquoi, entre autres raisons, je ne puis qu'exprimer une profonde désapprobation et une angoisse extrême devant les tentatives persistantes dans notre pays,—et notamment la tentative du premier ministre de la Saskatchewan au cours de la présente campagne électorale,—pour dresser le cultivateur et l'ouvrier l'un contre l'autre, en disant au cultivateur que l'ouvrier est en quelque sorte son ennemi et, à l'ouvrier de la ville, que le coût élevé de la vie dont il se ressent est la

[M. Lewis.]

conséquence du prix versé au cultivateur pour ses produits. Je déclare aux travailleurs industriels de notre pays qu'il n'en est pas ainsi.

Les cultivateurs du Canada touchent un revenu hors de toute proportion avec leurs efforts et leurs investissements. L'augmentation des prix dont le cultivateur a bénéficié au cours des années est minime en comparaison de la hausse réelle des prix dans les magasins de détail où le travailleur industriel dépense une grande partie de son argent. La hausse du prix des produits alimentaires a profité surtout aux grandes conserveries, aux grandes usines de transformation et aux intermédiaires. Dans n'importe quel secteur de l'agriculture, le cultivateur n'en a guère profité.

Le céréaliculteur se trouve dans une situation pénible et désespérée, tout comme l'éleveur de porcs. Lors de mon voyage en Saskatchewan, il y a quelques mois, un éleveur m'a montré une facture authentique. Pour un porc de 300 livres, il a obtenu la somme nette de \$2.47. Je pense qu'en ce cas précis, il a touché la livre, mais après déduction de toutes les charges, il lui est resté \$2.47.

Je tiens à bien préciser que si je signale ce problème, ce n'est pas parce qu'il concerne uniquement la politique agricole ni les seuls cultivateurs du Canada. Il touche toute la société canadienne et s'étend à toute l'économie nationale. Je voudrais que les citoyens du Canada, y compris moi-même, tous mes amis syndicalistes, les travailleurs non syndiqués, les personnes employées et les chômeurs comprennent que les politiques du gouvernement n'ont pas nui seulement aux travailleurs industriels. Elles ont placé les cultivateurs canadiens, les céréaliculteurs de l'Ouest en particulier, dans une situation tout aussi désespérée que celle des chômeurs de notre pays. Le gouvernement a mal dirigé l'économie canadienne sur toute la ligne, qu'il s'agisse du secteur agricole ou industriel, de l'Est, du Centre ou de l'Ouest du pays.

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Il suffit d'examiner la situation agricole du point de vue du prix de revient pour comprendre ce qui s'est passé. Les recettes brutes et les revenus nets des agriculteurs ont fluctué et ont baissé constamment dans le passé, tandis que les dépenses agricoles ont augmenté régulièrement. Le prix des machines agricoles a monté. Le prix de la main-d'œuvre agricole a également augmenté et c'est dans l'ordre des choses. Le prix de tout ce qu'utilisent les fermiers a augmenté constamment. Il n'y a pas de raison pour que les dépenses des agriculteurs se mettent à baisser, car rien n'indique que le coût de quoi que ce soit doive baisser au Canada. Au contraire, 200 ans d'histoire nous ont appris que les prix montent régulièrement dans une société comme la nôtre.

Il n'est nullement question de dépenses agricoles dans le prétendu programme de stabilisation que les ministres intéressés ont présenté à la Chambre et dont un comité de la Chambre est actuellement saisi. On n'y trouve nulle mention de la nécessité de stabiliser ou du moins de compenser la hausse croissante des coûts agricoles. Les